

AVIS CAC-2021-03

Avis sur la transformation de l'UFR de l'École internationale d'études politiques, composante de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, en Institut d'Études Politiques (IEP)

- VU** le Code de l'éducation ;
- VU** les statuts de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC) approuvés par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 14 novembre 1985, dans leur version issue des modifications approuvées en Conseil d'administration du 16 octobre 2020 ;
- VU** la délibération du Conseil d'administration du 7 septembre 2018 par laquelle Monsieur Jean-Luc Dubois-Randé a été élu à la présidence de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne ;
- VU** la délibération du Conseil de gestion de l'Unité de Formation et de Recherche d'Études politiques de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en date du 21 septembre 2021 ;

Considérant que la volonté du Conseil de gestion de l'Unité de Formation et de Recherche d'Études Politiques, de transformer leur structure en Institut d'Étude Politique de l'Université Paris-Est Créteil ;

Après en avoir délibéré, le Conseil académique de l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), réuni le 25 novembre 2021 en formation plénière, à l'unanimité des 39 membres présents ou représentés :

ARTICLE 1 :

A donné un avis favorable sur la suppression de l'UFR d'Etudes Politiques à compter du 1^{er} septembre 2022.

ARTICLE 2 :

A donné un avis favorable sur la création de l'Institut d'Études Politiques (IEP) au sens de l'article L.713-9 du code de l'éducation, à compter du 1^{er} septembre 2022.

Fait à Créteil, le 25 novembre 2021

Le Président de l'Université

Jean-Luc DUBOIS-RANDÉ

**Projet de création de l'Institut d'études politiques de
l'université Paris-Est Créteil à Fontainebleau
*par transformation de l'UFR « Ecole internationale d'études politiques »***



Table des matières

1. Présentation du projet de création de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau	3
1.1. Un projet arrivé à maturité.....	3
1.2. Un projet inscrit dans le territoire de l'est francilien	4
1.3. Un projet multi-territorial.....	5
1.4. Un projet intégrateur.....	7
2. Le fonctionnement de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau	8
2.1. Des locaux en centre-ville.....	8
2.2. Les effectifs étudiants prévisionnels	9
2.3. L'équipe de l'IEP.....	11
2.4. La gouvernance.....	11
2.5. Le budget	12
3. Les formations de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau	14
3.1. Les licences de l'IEP	14
3.2. Les masters de l'IEP	15
3.3. Le diplôme de l'IEP.....	16
3.4. Les études doctorales.....	17
3.5. Le développement de la formation professionnelle	18
4. Une recherche plurielle : un atout pour l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau.....	19
4.1. L'équipe d'accueil de nos doctorants, le laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique-Hannah-Arendt (LIPHA)	19
4.2. Le Living Lab AlgoPo	19
4.3. L'Observatoire des transformations socio-environnementales	20
4.4. L'Observatoire Action Sociétale et Action Publique (ASAP)	20
4.5. Le Réseau d'Etude sur la globalisation, la Gouvernance Internationale et les Mutations de l'Etat et des Nations (REGIMEN).....	21
4.6. La participation de l'IEP aux projets de recherche de l'UPEC.....	21
4.7. Une politique active de formation par la recherche	21
5. Un IEP internationalisé	23
5.1. Une école déjà ouverte vers l'international.....	23
5.2. La systématisation de cette internationalisation avec l'IEP.....	24
6. Un IEP engagé.....	25
6.1. Une culture participative	25
6.2. Un IEP en symbiose avec son territoire.....	26

1. Présentation du projet de création de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau

1.1. Un projet arrivé à maturité

Depuis 10 ans l'UPEC projette de créer un institut d'études politiques dans l'est francilien. Le 24 novembre 2011 s'était tenue une réunion de travail intitulée « Pour le développement de la science politique à Paris-Est » en présence notamment de la présidente de l'Université Paris-Est Créteil Madame Simone Bonnafous, du président de l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée Monsieur Francis Godard, du président du PRES Université Paris-Est Monsieur Bernard Saint-Girons, du secrétaire général de l'association française de science politique, Monsieur Yves Déloye et des politistes rattachés à ces différents établissements. Dès cette réunion avait été évoquée la possibilité de demander la création d'un institut d'études politiques. Un groupe de travail s'était constitué et une méthode pragmatique et progressive avait été privilégiée : s'appuyer d'abord sur l'existant, notamment une communauté professionnelle en études politiques présente au sein des deux universités, à l'ENPC et à l'IFSTTAR et des formations interdisciplinaires incluant la science politique, et le structurer par une offre de formation et une recherche en études politiques avant d'aborder l'aspect institutionnel.

A l'occasion de la vague d'accréditation de 2014, l'UPEC et l'UPEM ont décidé de proposer les créations d'une offre de formation et d'une structure de recherche communes en études politiques.

Ainsi, dès la rentrée 2015, par création ou par restructuration, une offre complète de formations en études politiques a pu être ouverte : licence de science politique, licence d'administration publique, master de politiques publiques et master de gestion des territoires et développement local. Au même moment, le laboratoire de recherche sur la gouvernance publique (LARGOTEC) et le laboratoire Espaces éthiques et politiques- Institut Hannah-Arendt ont fusionné pour créer le laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah-Arendt (LIPHA) qui regroupe aujourd'hui près de quarante enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs permanents et plus de quatre-vingts doctorantes et doctorants.

Parallèlement, l'UPEC a développé le nombre d'enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs en science politique en le portant d'un à sept depuis 2011.

En 2019, l'évaluation liée à la nouvelle vague d'accréditation a confirmé la qualité de notre offre de formation et de notre potentiel de recherche et la nécessité de franchir une nouvelle étape, institutionnelle cette fois. C'est ainsi **qu'est créée le 18 octobre 2019 par délibération du Conseil d'administration de l'UPEC une UFR d'études politiques qui intègre l'Ecole internationale d'études politiques (EEP) et l'Institut**

de préparation à l'administration générale (IPAG). Elle est dotée de statuts le 8 novembre 2019 et d'une administration provisoire. Parallèlement, l'offre de formation est étoffée avec l'ouverture de nouveaux parcours de master et d'une L.AS en science politique.

L'année 2020 a été consacrée à la structuration de cette nouvelle Ecole qui se voit rattachée 10 postes d'enseignants-chercheurs en droit, économie, science politique ainsi que deux postes d'enseignants associés et deux postes de BIATSS. La même année une nouvelle étape a été franchie avec la décision d'installer l'Ecole à Fontainebleau dans des locaux dédiés qui font actuellement l'objet d'une rénovation inscrite dans le plan de relance du gouvernement et dans le cadre du futur CPER 2021/2027.

A l'occasion de cette **installation à Fontainebleau, effective depuis septembre 2021 au sein de locaux provisoires**, il est proposé que le projet, évoqué pour la première fois il y a dix ans, de **créer un institut d'études politique de l'est francilien** puisse se réaliser par la transformation de l'Ecole internationale d'études politiques.

1.2. Un projet inscrit dans le territoire de l'est francilien

Résultat d'une politique menée depuis dix ans, le projet de création de l'Institut d'études politique de l'UPEC à Fontainebleau correspond d'abord à un besoin constaté au niveau national et au niveau territorial.

Au niveau national, on constate un accroissement régulier du nombre de candidatures aux différents concours des IEP : en 2013, le concours commun à 6 IEP¹ recevait 8955 candidatures, en 2020 la procédure commune à 7 IEP² en recevait 9891, en 2021 elle en recevait 13797³ (nombre de vœux confirmés sur Parcoursup) soit une augmentation de 54 % en 8 ans et de près de 40 % entre 2020 et 2021. En 2021, 8.34 % des candidats qui se sont inscrits à la sélection du concours commun aux 7 IEP ont été admis au sein de l'un de ces établissements.⁴

On retrouve une augmentation encore plus sensible des candidatures à la procédure de Sciences Po Paris avec 15284 candidatures validées sur Parcoursup pour 1630 admis et une augmentation de 107 % des candidatures issues des lycées français par rapport à 2020.⁵

Au niveau régional, le territoire francilien connaît une forte demande d'accès aux instituts d'études politiques : les Franciliennes et Franciliens représentent 30 % des

¹ Sciences Po Aix, Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

² Les six précédents plus celui de Saint-Germain-en-Laye.

³ https://www.reseau-scpo.fr/IMG/pdf/rapport_public_cc_2021.pdf

⁴ https://www.reseau-scpo.fr/IMG/pdf/rapport_public_cc_2021.pdf

⁵ <https://www.sciencespo.fr/fr/actualites/actualite/C3%A9s/admissions-post-bac-2021>

admises et admis à Sciences Po Paris en 2021⁶. En 2019, sur les 9782 inscrites et inscrits au concours commun à 7 IEP, 1783 d'entre eux avaient placé l'IEP de Saint-Germain-en Laye en 1^{er} vœu pour 95 places, situant cet Institut au 1^{er} rang des demandes⁷. Ce phénomène n'a en rien diminué avec l'inscription de la procédure sur Parcoursup en 2020 : sur les 9891 candidats à la procédure commune en 2020, le rang du dernier admis à Sciences Po Saint-Germain en Laye est le 1728^{ème} ⁸, confirmant la forte demande francilienne. En outre, un nombre important de Franciliennes et Franciliens poursuivent leurs études au sein d'autres IEP, dont celui de Lille.

A un niveau infra-régional, le choix d'une implantation au sein de l'académie de Créteil et du département de Seine-et-Marne comblerait un déséquilibre au sein de l'Ile-de-France. Aujourd'hui les deux IEP existants relèvent des académies de Paris et de Versailles. Or, l'académie de Créteil est déjà, parmi les trois académies d'Ile-de-France, celle dont le taux de scolarisation des 18-24 ans est le plus bas : 55 % contre 72.7 % à Paris et 59.7 % pour les départements relevant du rectorat de Versailles (moyenne IDF : 60.8 %). Le taux de titulaires de diplômes de niveau bac +5 ou plus est de 19.9 % en Ile-de-France, 17 % en Val-de-Marne, 9.4 % en Seine-Saint-Denis et 8.4 % en Seine-et-Marne. Il est en revanche de 38.2 % à Paris, 29.5 % dans les Hauts-de-Seine et 19.9 % dans les Yvelines⁹.

Au sein de l'académie de Créteil, en Seine-et-Marne, la population connaît un accroissement de 13 000 habitantes et habitants par an dont 34 % ont moins de 25 ans. Le pourcentage de la population active dotée d'un diplôme de l'enseignement supérieur était en 2017 de 27,1 % contre 38,7 % au niveau régional¹⁰. Le taux de 18-24 ans scolarisés était de 50.3 % en 2017 en Seine-et-Marne contre 60.8 % pour l'ensemble de l'Ile-de-France¹¹. La même année 20 % de la population non scolarisée était titulaire d'un diplôme de niveau bac +5 en Ile-de-France contre seulement 8.4 % en Seine-et-Marne¹².

1.3. Un projet multi-territorial

L'installation de l'EEP à Fontainebleau l'inscrit dans un territoire tout en contribuant à insérer celui-ci dans un jeu d'échelles que la création de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau prolongera.

⁶ https://newsroom.sciencespo.fr/admissions-2021-focus-sur-la-voie-generale/#_ga=2.102326401.1081782095.1637335657-53495573.1636219706

⁷ Rapport de la présidente du jury, concours commun d'entrée en première année, Réseau Sciences Po, 2019.

⁸ Rapport public Parcoursup session 2020.

⁹ Données INSEE, diplômes-formations 2017 pour les départements et la région citée : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/zones/4515758>

¹⁰ Données fournies par le département de Seine-et-Marne, 22/08/2020. <https://www.seine-et-marne.fr/fr/enseignement-superieur-et-formation-professionnelle>

¹¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4515758?geo=DEP-77>

¹² <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4515758?geo=REG-11>

Celle de la proximité la plus immédiate d'abord. Des liens sont tissés avec l'antenne bellifontaine de l'Ecole des Mines ainsi qu'avec l'INSEAD afin de construire des partenariats de formation et de recherche mais aussi des actions communes en lien avec la Ville de Fontainebleau et le département de Seine-et-Marne.

A l'articulation des territoires de l'est francilien et de la région Grand-Est ensuite, l'IEP poursuivra la politique menée par l'EEP qui a ouvert en septembre 2021 une « **classe préparatoire Talents du service public** » en lien avec l'Ecole nationale des finances publiques, l'Ecole nationale des douanes, le Centre national de la fonction publique territoriale, l'IRA de Metz, celui-ci étant chef de file. Ce dispositif permet à une quinzaine de préparandiers boursiers de s'orienter vers les concours d'attaché d'administration de l'Etat et territorial, d'inspecteurs des douanes et des finances publiques. En amont, **l'EEP est tête de cordée du dispositif « Cordées de la réussite-nouvelle génération »** avec deux lycées polyvalents du sud-est de la Seine-et-Marne, Flora Tristan à Montereau et Etienne Bézout à Nemours dont les élèves résident pour partie dans des quartiers relevant de la politique de la Ville ou au sein de communes rurales. Une réunion avec la préfète déléguée pour l'égalité des chances en Seine-et-Marne, Mme Nadège Baptista le 25 mars 2021 a permis de jeter les bases d'un partenariat renforcé avec les services départementaux de l'Etat en appui de ces dispositifs. La même action a été entreprise avec le préfet délégué pour l'égalité des chances en Val-de-Marne, M. Abdel-Kader Guerza, le 24 août 2021. L'EEP renforce encore son ancrage territorial en répondant avec le lycée François 1^{er} de Fontainebleau à l'appel à manifestation d'intérêt pour **l'obtention du label « parcours préparatoire au professorat des écoles »**. S'il obtient ce label, le parcours créé avec une capacité d'accueil de trente-cinq étudiantes et étudiants sera rattaché à la licence de science politique de l'IEP et bénéficiera du partenariat tissé par le lycée François 1^{er} avec le réseau des circonscriptions de Fontainebleau et Seine-et-Loing.

Des classes préparatoires au sein de lycées de l'académie seront mises en place ainsi que des passerelles entre certaines formations d'enseignements supérieur de l'académie et l'IEP pour un accès direct sur concours en 3^{ème} année de diplôme.

A l'articulation des territoires du sud-est francilien et du territoire national, l'IEP poursuivra également l'action menée actuellement par l'EEP au service d'un environnement numérique capacitant et notamment dans ses dimensions sanitaires et environnementales avec la création en mars 2021 du **Living Lab Algo Po, un espace d'expérimentation et d'innovation**, qui teste des outils et élabore des solutions en termes de politiques publiques en faisant travailler ensemble des enseignants-chercheurs, des étudiants, des ingénieurs, des représentants de la société civile, des collectivités publiques, du Centre national de la fonction publique territoriale ainsi que d'associations d'élus locaux.

A l'articulation des territoires franciliens, nationaux et internationaux, enfin, l'Ecole socio-environnementale créée par l'UPEC, portée par l'EEP aujourd'hui et qui le sera

par l'IEP demain, regroupe autour de cette thématique un consortium de partenaires académiques nationaux et internationaux, des collectivités publiques franciliennes et des acteurs de la société civile. Cette école vise à constituer une interface entre scientifiques, décideurs et citoyens pour analyser l'impact des déterminismes sociaux sur les politiques environnementales.

1.4. Un projet intégrateur

La création de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau poursuivra le processus d'intégration engagé par l'EEP à un double niveau.

D'abord, par son **positionnement à l'articulation des sciences humaines et sociales et des sciences, des technologies et de la santé**, l'EEP contribue à décloisonner les savoirs et les recherches. Des parcours de master tels que « *Transformations socio-environnementales* », « *Transformation numérique et territoires* », « *Politiques de santé et risques environnementaux* » sont co-construits avec d'autres composantes de l'UPEC telles que les facultés de Santé et de Sciences et de technologie ainsi qu'avec l'IUT de Sénart-Fontainebleau. Le projet de création du diplôme d'IEP (voir infra) consolidera encore cette articulation entre les domaines droit-économie-gestion, sciences humaines et sociales, et sciences-technologies-santé au service d'une conception renouvelée des études politiques.

Sur un autre plan, la participation de l'EEP à l'EUR du Grand Paris « Francophonies et plurilinguismes : politiques des langues » financée par l'ANR tisse des liens entre études politiques et humanités et renforce l'intégration entre formation et recherche. Celle-ci sera élargie à d'autres dialogues interdisciplinaires par la création de Programmes gradués.

Ensuite, cette intégration passe aussi par **l'implication de nos étudiantes et étudiants dans le développement de notre Ecole** et dans notre projet de transformation en un IEP. Notre école a en effet la particularité d'avoir été co-construite non seulement par une direction collective, mais également en étroite collaboration avec nos étudiantes et étudiants. Ainsi, depuis mars 2020, plus de 400 étudiantes et étudiants de master rédigent de manière collaborative, grâce à une plateforme de délibération en ligne, une charte de l'égalité. Les promotions de master sont de la sorte engagées dans une réflexion de longue haleine sur l'environnement irréprochable que nous voulons pour l'école ainsi que dans l'organisation des principaux projets de l'école (journal de l'école, hub numérique, semaine d'intégration, événements festifs et culturels, engagement civique et rayonnement sur le territoire est francilien).

2. Le fonctionnement de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau

2.1. Des locaux en centre-ville

L'Institut d'études politiques de l'UPEC à Fontainebleau occupera les locaux de l'école internationale d'études politiques composés des bâtiments de l'ancienne caserne Damesme en centre-ville de Fontainebleau, 1 boulevard Damesme. En 2022, ils occuperont deux bâtiments totalisant plus de 2 000 m² composés d'un amphithéâtre de 150 places, de bureaux, d'une salle de documentation et d'espaces de travail partagé dans le premier, de 11 salles de cours de 50 places chacune dans le second.

A partir de 2026 avec la rénovation du bâtiment principal de la caserne l'Institut sera logé dans un bâtiment de 5 400 m².



Représentation de l'ensemble du futur campus. En haut au centre, le bâtiment principal qui sera occupé à partir de 2026, en haut à gauche les deux bâtiments qui seront occupés dès 2022.



Dessins d'architecte des deux bâtiments qui seront occupés dès 2022.

2.2. Les effectifs étudiants prévisionnels

L'IEP reprendra l'ensemble de l'offre de diplômes nationaux de l'école internationale d'études politiques et sa capacité d'accueil, à savoir :

- La licence de science politique avec ses deux parcours : science politique internationale et science politique et son option L.AS (180 places en L1) ;
- La licence d'administration publique (20 places en L3) ;
- Le master d'administration publique (20 places en M1) ;
- Le master d'études européennes et internationales avec ses deux parcours action humanitaire internationale et études sociopolitiques de la globalisation (20 places chacun en M1) ;
- Le master de politiques avec ses trois parcours : affaires publiques, politiques de santé et risques environnementaux, transition numérique et territoires (ouverture en septembre 2022 pour ce dernier avec 20 places chacun en M1).

Détails des effectifs des licences de l'EEP

Diplôme	Mention	Parcours	L1	L2	L3	Total des effectifs
Licence	Science Politique	Science politique	75	75	75	225
Licence	Science Politique	Science politique à l'internationale	70	70	70	210
Licence	Science Politique	Science politique option accès santé	35	30	25	90
Double licence	Science Politique	Histoire	10	10	10	30
Licence 3	Administration Publique	Préparation aux concours de la Fonction publique			20	20
			190	185	200	575

Détails des effectifs des masters de l'EEP

Diplôme	Mention	Parcours	M1	M2	Total des effectifs
Master	Politiques publiques	Affaire publiques	20	20	40
Master	Politiques publiques	Transformations Numériques et Territoires (ouverture 2022)	20	20	40
Master	Politiques publiques	Santé publique et risques environnementaux	20	20	40

Master	Etudes Européennes et Internationales	Action Humanitaire Internationale	20	20	40
Maser	Etudes Européennes et Internationales	Etudes Socio-politique de la globalisation	20	20	40
Master	Science Politique	Transformations Socio-environnementales	20	20	40
Master	Science Politique	Science Politique Internationale EUR FRAPP	5	5	10
Master	Administration publique	Administration publique et gestion des collectivités locales	20	20	40
			145	145	290

Les effectifs actuels de l'EEP se décomposent comme suit :

Grade	Effectifs EEP
Niveau licence	575
Niveau master	290
Total	865

S'ajoutera à cette offre nationale, le diplôme de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau (diplôme d'établissement).

Les futurs étudiantes et étudiants seront recrutés via la plateforme Parcoursup. Une capacité d'accueil de 70 places sera proposée. Une seconde procédure de sélection sera ouverte en 3^{ème} année pour les étudiantes et étudiants ayant validé 120 ECTS au sein de formations partenaires d'établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Créteil. Une vingtaine de places sera proposée.

Les effectifs envisagés du diplôme de l'IEP se répartissent comme suit :

Diplôme d'IEP	Accès concours/dossier	Poursuites d'études	IPAG / Autres	Total année
Première année	70			70
Deuxième année		70		70
Troisième année	20	70		90
Quatrième année		90		90
Cinquième année		90		90
Total	90	320	0	410

A l'issue de la phase d'amorçage de 5 années, ce sont donc 1275 étudiantes et étudiants qui seront inscrits au sein de l'IEP en formation initiale :

Effectifs	EEP	IEP
Niveau licence	575	575
Niveau master	290	290
Diplôme de l'IEP		410
Total	865	1275

2.3. L'équipe de l'IEP

L'équipe administrative de l'Ecole est actuellement composée de trois postes de BIATSS un ETP de catégorie A, un ETP de catégorie B et un ETP de catégorie C. L'UPEC crée deux postes supplémentaires de BIATSS (un en catégorie B et un en catégorie C) en 2022. Deux autres postes de BIATSS seront mutualisés à l'échelle du campus de l'UPEC à Fontainebleau en 2022 et mis à disposition de l'IEP. Il est prévu que trois postes supplémentaires de BIATSS soient créés en 2023. Au total, à l'ouverture de l'IEP ce sont donc 10 postes de BIATSS qui lui seront rattachés et deux autres postes mis à sa disposition.

L'équipe pédagogique de l'Ecole est actuellement composée de trois professeures et professeurs d'université (économie, sciences de la communication, science politique), sept maîtres et maîtresses de conférences (droit et science politique), un professeur associé et un maître de conférences associé. Un huitième poste de maître de conférences sera ouvert au recrutement en 2022. Cette équipe constituera le noyau dur de l'IEP. Elle sera complétée d'enseignants-chercheurs de l'UPEC et de trois politistes de l'université Gustave Eiffel avec laquelle nos diplômes nationaux sont co-accrédités, ainsi que de cadres du secteur public, du secteur associatif et du secteur privé en qualité de chargés de cours.

2.4. La gouvernance

Conformément aux dispositions de l'article 713-9 du code de l'éducation, il est proposé que l'IEP soit constitué en institut interne à l'université Paris-Est Créteil, doté d'un CPAG par transformation de l'IPAG existant.

Il est proposé que le conseil soit composé de :

- 12 personnalités extérieures représentant la Fondation nationale des sciences politiques, la Région Ile-de-France, le Département de Seine-et-Marne, la Ville de Fontainebleau, le Centre national de la Fonction publique territoriale, l'Institut régional d'administration de Metz et 6 représentants du monde socio-économique. Ces derniers sont élus par le conseil ;
- 10 représentantes ou représentants du collège des usagers ;
- 6 représentantes ou représentants du collège des professeurs des universités et assimilés ;

- 6 représentantes ou représentants du collège des autres enseignants et assimilés ;
- 2 représentantes ou représentants des personnels BIATSS ;
- du directeur ou de la directrice de l'IEP.

2.5. Le budget

Le tableau ci-après présente le budget de l'IEP en dépenses et en recettes. S'agissant **des droits d'inscription**, il est proposé une grille tarifaire qui s'échelonne de 0 à 4 000 euros par an en fonction du revenu imposable des parents. On peut estimer les frais d'inscription moyens à 1 000 euros par étudiant.

A ces recettes s'ajouteront celles relevant de la formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage. Plusieurs actions sont en cours dans ce domaine.

BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'IEP

Dépenses de l'IEP	Nombre	Montant moyen/unité	Montant total	Recettes de l'IEP	Nombre	Montant moyen/unité	Montant total
Charges d'enseignement				Recettes externes			
3 Professeurs des universités	576	valorisation	0 €	Doits d'inscription sur une base d'un montant moyen de 1000€/inscriptions	410	1000	410 000 €
7 Maître de conférence	1344	valorisation	0 €	Taxe d'apprentissage			10 000 €
1 Professeur associé	96	valorisation	0 €	Recettes de formation professionnelle			120 000 €
1 Maitre de conférence associé	96	valorisation	0 €	Sous-total recettes externes			540 000 €
Rémunérations accessoires (heures complémentaires, vacations d'enseignement)	7000	50	350 000 €	Dotation de fonctionnement			
Indemnités de responsabilités pédagogiques et administratives (RNA - PRP - PCA)	540	50	27 000 €	Dotation de fonctionnement UPEC			250 000 €
Sous -total charges d'enseignement	9652		377 000 €	Sous-total dotation de fonctionnement			250 000 €
Personnels administratifs							
4 agents (1 A, 1B, 2 C)		valorisation	0 €				
4 agents (1 A, 1B, 2 C)	4	35000	140 000 €				
Vacations administratives	1300	19,5	25 350 €				
Sous -total personnels administratifs			165 350 €				
Dépenses de fonctionnement							
Fournitures et petit équipement, réception			30 000 €				
Documentation			20 000 €				
Communication, publicité, impressions			20 000 €				
Frais de mission			25 650 €				
Entretien et maintenance des locaux			128 600 €				
Bourses complémentaires à la mobilité, subventions, gratification de stages			23 400 €				
Sous-total dépenses de fonctionnement			247 650 €				
TOTAL			790 000 €	TOTAL			790 000 €

Montant des contributions au fonctionnement de l'IEP	Nombre	Montant total
Personnels enseignants et enseignants-chercheurs UPEC affectés à l'IEP	12	1 112 000 €
Personnels administratifs UPEC affectés à l'IEP	2	82 000 €
Personnels techniques UPEC affectés à l'IEP	2	58 000 €
TOTAL Contributions		1 252 000 €

3. Les formations de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau

L'offre de formations de l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau sera caractérisée par une double spécificité :

- Le maintien de la totalité de l'offre de diplômes nationaux de la licence au doctorat actuellement assurée par l'EEP.
- Un diplôme d'IEP articulant sciences humaines et sociales, droit-économie-gestion et sciences exactes et expérimentales.

3.1. Les licences de l'IEP

En licence, deux mentions, trois parcours et une option sont actuellement ouverts aux étudiantes et étudiants inscrits à l'école internationale d'études politiques et continueront à être proposés aux étudiants de l'IEP :

- La licence mention science politique, parcours science politique à l'international, parcours science politique, option licence accès santé (L.AS).
- La licence mention administration publique, parcours administration publique, accessible uniquement en troisième année.

Chaque année, la plateforme Parcoursup enregistre près de 3 000 candidatures à la licence de science politique qui propose 180 places réparties entre ses deux parcours et l'option L.AS.

La plateforme Parcoursup permet chaque année à 70 étudiantes et étudiants d'entrer en licence de science politique à l'international. 75% ont obtenu une mention Bien ou Très bien au baccalauréat en 2021. Ils reçoivent leurs enseignements en français et en anglais, effectuent pour la plupart d'entre eux un ou deux semestres d'études à l'étranger, via Erasmus ou les doubles licences internationales. Ils sont encouragés à effectuer un stage à l'étranger dès la L2 et entretiennent leur maîtrise de 3 LVE tout au long des trois années de la licence. Ces étudiantes et étudiants de grande qualité poursuivent leurs études en master, le plus souvent autour des questions internationales (développement, action humanitaire, politiques publiques...) et au sein de certains IEP à Paris comme en province.

75 étudiantes et étudiants sont admis en première année de licence science politique (parcours science politique). Environ 40 % ont obtenu une mention « Bien » ou « Très bien » au baccalauréat. Au cours de leurs trois années de licence, ces étudiantes et étudiants effectuent eux aussi des séjours à l'étranger et des stages, ils peuvent également accéder dès le début du second semestre à la double licence histoire-science politique co-construite avec la faculté des Lettres, Langues et Sciences Humaines de l'UPEC. Leur formation pluridisciplinaire leur ouvre les portes d'une grande diversité de masters (affaires publiques, communication politique, administration, journalisme, etc.).

35 étudiantes et étudiants suivent actuellement les enseignements de la première année de L.AS et se préparent à intégrer les filières médicales MMOP ou à poursuivre en L2 de science politique. Sur les 19 inscrits en première année de L.AS en 2020-2021, quatre ont été admis en DFGSM2 lors de leur première tentative et dix ont été admis à poursuivre en 2^{ème} année de L.AS.

Enfin, une 3^{ème} année de licence administration publique permet aux étudiantes et étudiants, issus de la L2 de science politique ou d'autres parcours, y compris professionnels, de préparer les concours de l'administration publique.

3.2. Les masters de l'IEP

Dans la continuité de l'offre de formation de l'Ecole internationale d'études politiques, l'IEP proposera quatre mentions de master composées de huit parcours qui accueilleront en septembre 2022, pour sept d'entre eux 20 étudiantes et étudiants chacun par année. Le huitième parcours, est adossé à l'EUR *Francophonies et Plurilinguismes : Politique des langues* et concerne cinq étudiantes ou étudiants. Les masters alternent des périodes académiques et trois périodes dévolues aux stages ou aux études à l'étranger dans le cadre de doubles diplômes ou à la préparation d'un mémoire de recherche en vue de préparer une candidature aux études doctorales. Au total, les étudiantes et étudiants qui privilégient les stages peuvent en effectuer jusqu'à 15 mois au cours de leurs deux années de master. Au sein de tous les parcours, l'insertion professionnelle est aussi préparée par l'intervention de professionnels extérieurs à l'Université et bénéficie de pédagogies innovantes.

Le master Administration Publique, *parcours Administration publique et gestion des collectivités locales* assure la formation du personnel d'encadrement des fonctions publiques nationale et territoriale et plus particulièrement de ceux qui souhaitent travailler au niveau local : services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales et intercommunalités.

Le master Politiques Publiques réunit trois parcours. Le parcours *affaires publiques* forme des professionnels en charge des relations institutionnelles ou des affaires publiques au sein d'organismes privés comme publics. Le parcours *politiques de santé et risques environnementaux* forme les décideurs administratifs et politiques à une approche systémique de la santé-environnement, afin de concevoir et piloter des politiques intégrées dans ce domaine. Le parcours *transformations numériques et territoires* qui ouvrira en septembre 2022 permettra d'acquérir de solides compétences en ingénierie informatique qui mettront les décideurs publics en capacité de cerner les enjeux politiques et civiques du numérique, de dialoguer avec les professionnels et aussi d'intervenir sur la construction de données numériques.

Le master Etudes Européennes et Internationales réunit deux parcours. Le parcours *Action Humanitaire Internationale* forme des étudiantes et étudiants à s'engager dans la solidarité internationale. Le parcours *Etude socio-politique de la globalisation*, dont les cours sont dispensés en anglais, s'adresse à des étudiantes et étudiants souhaitant internationaliser leur carrière.

Le master de science politique est organisé en deux parcours. Le parcours *transformations socio-environnementales* associe les sciences de l'environnement aux sciences sociales pour former les acteurs et actrices de ces transformations. Cette formation vise à développer des compétences en matière d'aide à la décision sur la base d'une compréhension fine des enjeux environnementaux dans leurs dimensions sociales et scientifiques. Le parcours *science politique à l'international* s'inscrit dans le cadre de l'Ecole universitaire de recherche Francophonies-Plurilinguisme-politique des langues (ANR-18-EURE-0015-FRAPP) portée par la Faculté des Lettres, Langues et Sciences Humaines, et se veut très interdisciplinaire au sein des domaines sciences humaines et sociales et arts, lettres, langues, avec une forte valence recherche.

Pour mémoire, s'ajoute à ces huit parcours de master, celui intitulé *métiers du politique* rattaché à la mention de science politique, co-accréditée avec l'université Gustave Eiffel au sein de laquelle il est dispensé.

3.3. Le diplôme de l'IEP

Ce diplôme en cours de création à l'UPEC, pour lequel il est demandé que lui soit conféré l'équivalence du grade de master, sera délivré après 5 années d'étude. Il est organisé en 300 ECTS.

Il se veut complémentaire de l'offre de diplômes nationaux de l'IEP mais aussi de l'offre de diplômes d'établissements des IEP en ce qu'il est fondé, dès la première année, sur une interdisciplinarité associant sciences humaines et sociales, droit, économie, gestion et sciences exactes et expérimentales dans trois domaines : l'informatique, la santé et l'environnement. Ainsi en première année, les étudiantes et étudiants suivront 590 heures d'enseignement dont 270 heures en sciences humaines et sociales et en droit, économie, gestion, 200 heures en sciences exactes et expérimentales et 120 heures d'enseignement transversaux (langues, sociologie des sciences, histoire des sciences et culture générale). En seconde année, les étudiantes et étudiants partiront en mobilité, préférentiellement à l'international. En troisième année, elles et ils suivront 600 heures de cours dont 270 heures en sciences humaines et sociales, et droit, économie, gestion, 190 heures en sciences exactes et expérimentales et 140 heures d'enseignements transversaux (langues, épistémologie comparée des sciences, philosophie des sciences, politiques des sciences, histoire environnementale).

Les 4^{ème} et 5^{ème} années seront des années de spécialisation. Elles s'appuieront sur les parcours de master existants et permettront aux étudiantes et étudiants du diplôme

d'IEP soit de prolonger leur formation interdisciplinaire commencée en 1^{er} cycle en choisissant de s'inscrire dans les parcours *transformations socio-environnementales, politiques de santé et risques environnementaux* ou *transformation numérique et territoires* soit de s'orienter vers les sciences humaines et sociales, le droit, l'économie et la gestion en s'inscrivant dans les parcours *administration publique, affaires publiques, étude socio-politique de la globalisation* ou *action humanitaire internationale*. Ils pourront également s'orienter vers des parcours de masters dont les enseignements sont dispensés par la faculté de droit et l'Institut d'administration des entreprises, notamment.

En plus des enseignements dispensés au sein de ces parcours de masters, les étudiantes et étudiants inscrits au sein du diplôme d'études politiques devront suivre une centaine d'heures d'enseignement supplémentaires chacune des deux années. Ces enseignements visent à développer des compétences transversales : oral en anglais et en LV2, culture générale, techniques orales et écrites du plaidoyer, conduite et animation de réunion, management d'organisation, pratiques délibératives et participatives.

S'ils ou elles valident l'intégralité des 300 ECTS du diplôme, les étudiants ou étudiantes seront titulaires du diplôme de l'Institut d'études politiques et du master dont ils ou elles ont suivi le parcours.

3.4. Les études doctorales

Les étudiantes et étudiants en doctorat au sein de l'IEP seront accueillis au sein du Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique-Hannah Arendt, équipe d'accueil qui lui est rattachée et au sein de l'école doctorale Organisation, Marchés, Institutions de la COMUE Paris-Est Sup.

Vingt doctorantes et doctorants sont actuellement inscrits à l'EEP dont dix-huit en science politique, un en droit et un en économie. Plusieurs de ces recherches sont menées en co-tutelle avec des universités étrangères parmi lesquelles, l'université catholique de Louvain, l'université catholique Péter Pazmany, l'université Babes Bolyai de Cluj et l'université de Lomé. Les thèses couvrent l'ensemble du champ des études politiques, notamment les politiques publiques et la sociologie politique avec de nombreux terrains à l'international. Chaque année trois à quatre soutenances de thèse se déroulent à l'EEP. L'Institut d'études politiques de l'UPEC à Fontainebleau bénéficiera de cet acquis qu'il amplifiera par la mise en place d'école thématiques à destination des doctorantes et des doctorants ainsi que des praticiennes et praticiens soucieux de renforcer et d'actualiser leurs compétences. Ces écoles thématiques articuleront sciences humaines et sciences exactes et expérimentales autour de thématiques majeures qui nous paraissent majeures pour les études politiques telles que l'environnement, la santé et le numérique.

Le lien entre master et doctorat sera encore renforcé par la participation de l'IEP à deux programmes gradués qui ouvriront en septembre 2022. L'un portera sur les

enjeux politiques et juridiques du numérique en partenariat avec la faculté de droit et avec le département d'informatique de l'IUT de Sénart-Fontainebleau et l'autre sur les transformations socio-environnementales en partenariat avec l'Ecole d'urbanisme de Paris et l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation. Ces programmes gradués prévoient une formation à la recherche renforcée, des universités thématiques, des bourses de master et des allocations doctorales.

3.5. Le développement de la formation professionnelle

Le développement de la formation constituera un enjeu majeur pour l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau tant en termes de ressources propres que d'interaction avec notre écosystème.

En lien avec la Direction de la formation professionnelle de l'UPEC, plusieurs actions ont déjà été entreprises avec nos partenaires tels que le Centre national de la fonction publique territoriale et la Conférence des inspecteurs et auditeurs territoriaux. Un parcours de master sur les métiers de l'audit dans les structures publiques ouvrira en 2022 en apprentissage.

La Licence d'administration publique est en cours de numérisation et sera entièrement dispensée à distance pour un public en formation continue dès 2022. Un conseil de la formation professionnelle sera mis en place afin d'organiser un espace d'échanges avec les représentants des publics de la formation continue et de l'apprentissage en vue de co-construire de nouvelles formations.

Depuis la rentrée universitaire 2021-2022, l'ensemble de nos masters est accessible par la voie de l'apprentissage.

4. Une recherche plurielle : un atout pour l'IEP de l'UPEC à Fontainebleau

Plusieurs actions témoignent, au cours de ces dernières années, de la construction d'une politique de recherche centrée sur une approche interdisciplinaire et articulée autour de formations par la recherche et à la recherche proposées aux étudiantes et étudiants de l'EEP. La recherche menée par l'EEP s'appuie sur cinq types de dispositifs dont l'IEP bénéficiera.

4.1. L'équipe d'accueil de nos doctorants, le laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique-Hannah-Arendt (LIPHA)

La recherche s'adosse d'abord au laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique-Hannah Arendt (LIPHA EA 7373). Le LIPHA est un laboratoire commun à l'université Paris-Est Créteil et à l'université Gustave Eiffel créé en 2015 grâce à la fusion du Largotec et du laboratoire, Espaces, éthiques et politiques - Institut Hannah Arendt (Université de Marne-la-Vallée). Le principe qui a dirigé ce rapprochement et cette refondation, et que les membres du laboratoire font vivre au quotidien, est de rendre visible la recherche sur le politique dans l'est francilien.

Le LIPHA est composé d'une quarantaine d'enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs et d'une vingtaine de membres associés, relevant de la science politique, du droit, de l'économie, de la philosophie, de la gestion et des sciences de l'éducation et de quatre-vingt-cinq doctorantes et doctorants dont une vingtaine d'inscrits au sein de l'EEP.

Les recherches menées au sein du LIPHA croisent des disciplines souvent cloisonnées pour penser le politique à travers deux thématiques : la manière dont s'articulent la gouvernance et l'action publique, et les controverses éthiques et politiques. Ces thématiques ne sont pas étanches, les membres du laboratoire peuvent simultanément y participer. Un axe transversal intitulé « Histoire sociale des idées politiques » a également été mis en place à partir des travaux fondateurs du groupe de recherche HISOPO de l'association française de science politique. Il fédère les membres du laboratoire tout en encourageant l'interdisciplinarité ainsi que la transdisciplinarité.

4.2. Le Living Lab AlgoPo

Le Living Lab universitaire AlgoPo dont les recherches portent sur les enjeux numériques, sanitaires et environnementaux de l'action publique, de la décision politique et des mobilisations sociales en y intégrant les différentes parties prenantes

est un dispositif ambitieux. Financé par une dotation du conseil académique de l'UPEC, le Living Lab est un outil de mise en réseau de différents acteurs publics et privés du territoire du sud Seine-et-Marne et plus largement de la région Ile-de-France, avec une ouverture internationale. Sa première réunion de préfiguration s'est tenue le 9 mars 2021 et sa journée inaugurale le 2 juillet 2021. De septembre à novembre 2021, le Living Lab AlgoPo a été co-organisateur avec l'école internationale d'études politiques d'une convention citoyenne étudiante qui a réuni des étudiantes et étudiants de l'UPEC, plusieurs de ses unités de recherches, des collectivités territoriales et des acteurs de la société civile autour de l'alimentation.

4.3. L'Observatoire des transformations socio-environnementales

L'école internationale d'études politiques a été choisie par la direction de l'UPEC pour porter la création de l'école socio-environnementale du Grand Paris dotée d'un observatoire des transformations socio-environnementales. Cet observatoire est composé d'un réseau de chercheuses et chercheurs français et internationaux qui étudient les modes d'organisation et les pratiques sociales contribuant aux dégradations et dérèglements environnementaux afin d'identifier les changements sociaux susceptibles de favoriser les changements environnementaux jugés nécessaires. Cet observatoire a élaboré des propositions de formations, incluses dans le projet *Erasme* lauréat de l'appel à projet ExcellencES, déposé dans le cadre du PIA4. Elles prendront la forme d'un *Graduate Programs* piloté au sein de notre école et associant l'Ecole d'urbanisme de Paris et l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation. Son objectif est de contribuer à lever les freins et les obstacles sociaux et cognitifs à la transition environnementale. Il est particulièrement en lien avec le parcours de master transformations socio-environnementales ouvert en septembre 2021.

4.4. L'Observatoire Action Sociétale et Action Publique (ASAP)

Par son association avec l'observatoire ASAP, l'école internationale d'études politiques s'ouvre à de nouveaux partenaires scientifiques. Créé à l'initiative de membres de la Chaire Innovation Publique ENA ENSCI, d'enseignants-chercheurs de l'EEP et de collègues de l'ensemble de l'UPEC, en partenariat avec Sciences Po et Polytechnique, cet observatoire est dédié à l'étude de l'impact des transformations sociales et sociétales sur l'action publique. Il constitue un lieu d'analyse et de débats sur les mutations de la société et l'action publique mais aussi de diffusion et d'accompagnement des nouvelles pratiques.

4.5. Le Réseau d'Etude sur la globalisation, la Gouvernance Internationale et les Mutations de l'Etat et des Nations (REGIMEN)

Constitué au début des années 2000, ce réseau est à présent rattaché à l'EEP et ses travaux s'articulent avec ceux du LIPHA. Il est composé d'une centaine de membres rattachés à des universités réparties dans le monde entier. Il organise des colloques au sein de ses établissements partenaires ainsi que des ateliers au sein de l'International Political Science Association, de l'association française de science politique, des associations francophones de sciences politique autour des thèmes de la gouvernance, de la souveraineté et des transformations de l'Etat. Un colloque est organisé dans les locaux provisoires de l'EEP à Fontainebleau les 16 et 17 décembre 2021 sur le thème de la « crise et l'urgence comme politique ».

4.6. La participation de l'IEP aux projets de recherche de l'UPEC

Au-delà de ces cinq dispositifs, l'EEP participe à des projets de recherche structurants portés par l'UPEC tels que One Health et E-City. Ce dernier consiste en une étude des enjeux de santé publique d'une population sur la longue durée. Il vise à analyser les impacts des nuisances, pollutions environnementales mais également ceux des transformations sociales, démographiques et des modes de vie. L'EEP y contribue par la mobilisation de ses enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs et par l'ouverture de formations parmi lesquelles celle du parcours de master *politiques santé et risques environnementaux* en septembre 2021.

Cette pluralité de dispositifs et de projets permettra à l'IEP de contribuer aussi bien à des activités de recherche fondamentale en sciences humaines et sociales par le LIPHA, le réseau international Regimen et sa participation à des projets de recherche de l'UPEC qu'à des activités de recherche-action en associant des acteurs de la société civile et des partenaires institutionnels dans son Living Lab et dans les observatoires qui lui seront rattachés.

4.7. Une politique active de formation par la recherche

L'IEP s'appuiera sur le LIPHA et l'Ecole doctorale OMI pour former les étudiantes et les étudiants aux études doctorales. Dans cette perspective, l'équipe pédagogique de l'EEP a créé en 2015 une option recherche transversale aux étudiantes et étudiants de master 2. Des enseignements articulés en trois modules (épistémologie de la recherche, construction et mise en œuvre du projet de recherche, instruments de la recherche) sont actuellement dispensés, en associant des ATER, doctorantes et doctorants et des collègues rattachés à des universités étrangères, telles que l'université catholique de Louvain, l'université Saint-Paul d'Ottawa, les universités de Catane et de Cluj, avec lesquelles l'équipe de direction a lié des relations de travail depuis plusieurs années.

L'EEP a mis également en place depuis septembre 2021 des enseignements de formation à la recherche dès la première année de licence puis les années suivantes afin de sensibiliser à la démarche scientifique et aux controverses qui la traversent l'ensemble des étudiants. Ces enseignements se retrouveront également dans le diplôme d'IEP.

Dans ce cadre, l'Observatoire des politiques publiques de l'UPEC publie et valorise les travaux (articles, vidéo et podcasts) réalisés par les étudiantes et étudiants de l'EEP au cours de leur formation.

5. Un IEP internationalisé

5.1. Une école déjà ouverte vers l'international

L'EEP a déjà développé un riche éventail de partenariats internationaux avec des universités européennes et canadiennes : l'Université Rome 2 Tor Vergata et l'Université de Catane en Italie, l'Université Catholique de Louvain en Belgique, l'Université Leuphana de Lüneburg en Allemagne, l'Université Babes-Bolyai de Cluj en Roumanie et l'Université Saint Paul d'Ottawa au Canada. Tous ces partenariats prennent la forme de doubles diplômes et de programmes d'échange ERASMUS ou MICEFA. Ils concernent tout aussi bien la licence que les masters.

Les étudiantes et étudiants de la licence de science politique sont concernés par trois de ces partenariats. Les deux premiers sont avec l'Université Rome 2 Tor Vergata, l'un avec la faculté d'économie et l'autre avec la faculté de droit, où elles et ils peuvent effectuer leur 2ème année d'étude pour obtenir un double diplôme. Dans le cadre du partenariat avec l'Université Leuphana de Lüneburg en Allemagne c'est leur 3ème année d'étude qu'elles et ils peuvent passer à l'étranger.

Un partenariat de même ampleur est à l'étude avec l'université de Salamanque en Espagne.

Au niveau master, deux mentions offrent la possibilité d'un double diplôme avec une université étrangère.

Le partenariat avec l'Université Babes-Bolyai de Cluj concerne les étudiantes et étudiants du master Politiques publiques qui peuvent effectuer un semestre d'étude au sein du master Relations internationales et études européennes, parcours Etudes politiques européennes comparées pour obtenir le double diplôme.

Les étudiantes et étudiants du master Etudes européennes et internationales sont concernés par trois partenariats. Le partenariat avec l'Université de Catane leur permet d'effectuer un semestre d'étude au sein du master Global Politics and Euromediterranean Relations (en anglais). Le partenariat signé avec l'Université catholique de Louvain leur offre la possibilité d'un semestre d'étude au sein du master de Sciences politiques, orientation relations internationales à finalité spécialisée « enjeux contemporains de la gouvernance globale ». Le troisième partenariat avec l'Université Saint-Paul d'Ottawa au Canada leur permet d'effectuer une année d'étude au sein de la maîtrise ès Arts en Etudes de conflits.

Au total, ces partenariats permettent chaque année à plus d'une trentaine d'étudiantes et d'étudiants de s'inscrire dans un double diplôme avec une université étrangère. Réciproquement, nous accueillons le même nombre d'étudiantes et d'étudiants issus de nos universités partenaires.

Au-delà de ces doubles diplômes, une trentaine d'étudiantes et d'étudiants partent en séjours Erasmus, le plus souvent pour un semestre.

De nouveaux partenariats sont en cours de montage notamment avec les universités Laval, de Lausanne et de Sherbrooke qui accompagneront l'ouverture des nouveaux parcours Transformations socio-environnementales et Transformations numériques et territoires.

5.2. La systématisation de cette internationalisation avec l'IEP

L'IEP bénéficiera de cet acquis et permettra de le développer par une internationalisation systématique. A partir des formations déjà internationalisées de l'EEP, l'IEP généralisera une année d'étude ou de stage ou un mixte des deux à l'étranger dans ses cursus, développera des filières bi-nationales intégrées sur 5 ans à partir de partenariats déjà existants, contractualisera avec de nouvelles universités partenaires en pointe dans nos domaines de spécialité et dispensera des formations à distance pour les étudiants internationaux. Il créera un Certificate of Global Studies à destination des étudiants internationaux (en anglais avec cours de français langue étrangère) ainsi qu'un équivalent en langue française pour les étudiantes et étudiants internationaux francophones.

6. Un IEP engagé

6.1. Une culture participative

L'EEP se construit dans un esprit d'ouverture et de co-création, avec ses étudiantes et étudiants, leurs associations et plus largement avec les acteurs de la société civile et son environnement socio-économique et institutionnel qui bénéficiera au nouvel IEP.

L'association *Les Politistes de Créteil* réunit les étudiantes, étudiants et alumni des licences et masters de l'EEP. Elle a pour ambition de renforcer les liens et la solidarité inter-étudiante, d'animer la vie étudiante, mais aussi d'accompagner les étudiantes et les étudiants vers la réussite de leur projet professionnel à travers des *afterworks*, des dîners professionnels, visites institutionnelles, et rencontres avec les anciens étudiants.

L'association *Penser Le Monde* organise des conférences-débats portant sur les grands enjeux sociétaux contemporains, avec l'intervention de personnalités publiques (artistes, experts, entrepreneurs, grands élus...).

L'association *Osons débattre* prépare plus spécifiquement les étudiantes et étudiants de l'UPEC à l'art oratoire et à l'expression d'idées.

L'association *Soligreen UPEC*, créée en mai 2021 par deux étudiantes en licence de science politique a pour volonté de mettre en valeur les liens entre les enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Ces quatre associations sont très présentes dans la vie de l'école et le seront demain dans celle de l'IEP. Elles contribuent grandement à son rayonnement et à faire vivre sa communauté d'étudiants et de professionnels.

C'est aussi à travers certains cours et des projets individuels et collectifs que le corps étudiant prend activement part à l'engagement civique de l'EEP principalement axé sur la transition écologique, la lutte contre les inégalités et toutes les formes de discriminations. Les étudiantes et les étudiants, par le biais des associations mais aussi de manière plus libre, contribuent à l'organisation des événements qui ponctuent l'année universitaire, comme la semaine d'intégration, les festivals culturels, la convention citoyenne étudiante, les hackathons et grandes conférences ouvertes à un plus large public, qui sont autant de moments fédérateurs de mise en exergue des grandes valeurs et chantiers de l'école.

L'IEP de l'UPEC Fontainebleau s'inscrira dans cette culture de participation et d'inclusion promue par l'EEP.

6.2. Un IEP en symbiose avec son territoire

L'IEP de l'UPEC à Fontainebleau se donnera les moyens d'être en symbiose avec son territoire et contribuera au rayonnement civique et culturel, au-delà de ses murs, avec l'invitation régulière des riveraines et riverains, et en particulier les lycéennes et lycéens de son environnement. Il reprendra à son compte les dispositifs Classes préparatoires Talents du service public, les Cordées de la réussite avec les lycées de Nemours et Montereau-Fault-Yonne et systématisera ses liens avec les lycées environnants afin d'apporter au niveau local une réponse aux questions de diversité et d'accès aux savoirs pour tous.

Les étudiantes et étudiants participeront également à la conception du magazine, du blog et de nouveaux médias de l'IEP et les nourriront de leurs travaux produits dans le cadre de plusieurs cours, avec le soutien de l'équipe pédagogique renforcée d'artistes, journalistes, techniciennes et techniciens visuels et numériques. Un hub numérique rassemble déjà les activités menées.

Une convention citoyenne étudiante et un hackathon seront organisés chaque année sur le modèle de ceux organisés de septembre à novembre 2021. Ces événements seront l'occasion de mettre en pratique l'esprit d'interdisciplinarité, de co-crédation et d'engagement civique de l'IEP. Ils assureront le renouvellement régulier de ses liens avec son écosystème constitué d'autres composantes de l'université, d'établissements supérieurs, de collectivités territoriales, d'associations et d'entreprises de Fontainebleau et plus largement du sud-est francilien.

Enfin, l'IEP poursuivra le travail de rédaction en ligne de la charte de l'EEP, qui sera signée de manière festive et rituelle lors de la semaine d'intégration des nouvelles promotions. Trois promotions de master 1 et 2 ont déjà formulé des propositions visant à garantir que les promotions à venir évolueront dans un environnement sûr et bienveillant avec un travail constamment renouvelé pour réduire toutes les formes d'inégalités et leurs effets.